

Animaux du Patrimoine Mondial en Danger

Solution à la menace qui pèse sur les animaux du Kahuzi-Biega

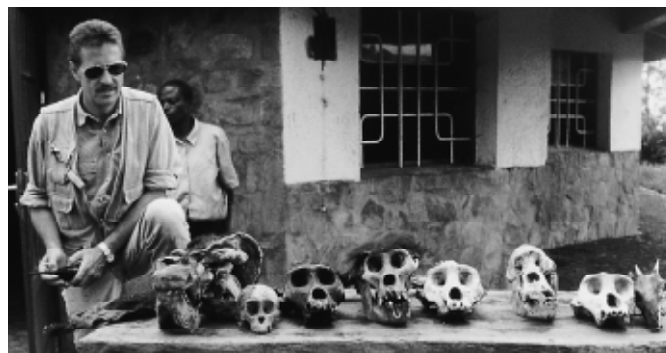
Le problème

Le Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB), République Démocratique du Congo, est un site du Patrimoine Mondial de l'Humanité en Danger. Depuis l'arrivée des réfugiés rwandais dans la région du Kivu, puis avec le cycle des guerres dans la région des Grands Lacs, le PNKB connaît une forte pression sur ses ressources ligneuses, minérales et animales. Cette situation est due à une conjugaison de plusieurs facteurs, notamment l'établissement permanent de bandes armées dans le parc, l'exploitation des minerais Coltan et Cassiterite, l'acquisition de concessions (3.500 ha) dans le parc, la demande de bambous, de bois et de charbon de bois, le pillage des élevages des paysans riverains du parc ...

Les besoins de l'alimentation humaine ont incité les populations des alentours du parc à intensifier le piégeage. Mais des buts purement lucratifs ont conduit au massacre des éléphants pour leur ivoire et leur viande, surtout de la part des citadins. La mauvaise condition sociale des agents de surveillance du parc fait que certains d'entre eux sont complices de la chasse et du piégeage des animaux.

La situation est grave. Dans la partie de haute altitude le nombre des éléphants est passé de 350 à 2. Une étude du WCS de juin à août 2000 a montré que le nombre des gorilles est passé de 258 à 130. Des études de l'ISDR (Institut Supérieur de Développement Rural) ont démontré l'ampleur de la pression qui est mise sur la région limitrophe de Bukavu. 95% de la superficie du PNKB échappe au contrôle de l'ICCN (Institut Congolais pour la Conservation de la Nature).

Il ne faut retarder aucune action visant à réduire le braconnage. De plus, tout retard de l'action de conservation dans le parc ne peut que diminuer les chances de



Carlos Schuler (GTZ) avec crânes des animaux massacrés

Photo: Michel Hasson

survie des gorilles dont la population a très considérablement diminué et dont l'habitat souffre déjà d'un certain degré de fragmentation.

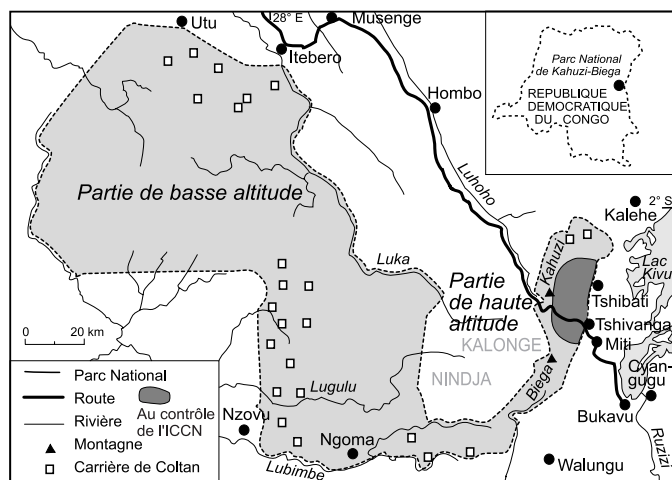
La situation actuelle

Rapport de visite au Kahuzi-Biega durant la première semaine de mai 2001

Je me suis rendu à Bukavu et à Tshivanga mais n'ai pu pénétrer à l'intérieur du parc. La sécurité s'y est en effet fortement dégradée depuis fin avril 2001. Face à l'impossibilité de pouvoir garantir la sécurité des visiteurs, Kasereka Bishikwabo, Conservateur principal, s'est vu dans l'obligation de devoir refuser toute visite du parc à quiconque ne fait pas partie de l'ICCN. Néanmoins, les patrouilles de l'ICCN continuent imperturbablement. On ne peut que louer le courage et le dynamisme des pisteurs, des guides et du Conservateur, grâce auxquels aucun gorille n'a été tué au cours des derniers mois dans la partie du haute altitude dans le parc.

La situation dans la région du basse altitude du parc est de plus en plus préoccupante et on peut craindre qu'il n'y ait bientôt plus rien à sauver. Plus de 10.000 creuseurs y seraient implantés et il semble que la viande de chasse y soit de plus en plus rare. Rien n'a été fait pour sauver les 8.000 gorilles et 3.600 éléphants qui y vivaient. On ne peut que déplorer l'inertie des grandes organisations internationales de protection de la nature et leur opposer les réalisations de la petite équipe de l'ICCN Bukavu. Celle-ci, appuyée par la GTZ et par de petites ONG, assure contre vents et marées la pérennité du parc. On est loin des méga-projets et des belles théories, mais dans la situation de guerre que connaît le Kivu, il est rassurant de voir que grâce au travail de quelques hommes déterminés, le parc a survécu jusqu'à aujourd'hui.

Jean-François Segers (Nouvelles Approches)



La question

Les populations locales pratiquent la chasse dans le PNKB et consomment la viande issue de cette chasse, parce que leur situation précaire les y oblige. C'est la raison pour laquelle il faut leur proposer des solutions alternatives. Cette idée a conduit à l'enquête en cours. Nous envoyons des e-mails et des lettres aux personnes qui connaissent bien le parc et les populations riveraines, avec le questionnaire suivant :

Comment est-il possible de prévenir la chasse des animaux menacés au Parc National Kahuzi-Biega ?

Les recommandations doivent émaner de personnes connaissant bien la région ainsi que la situation des populations locales. Vous êtes une de ces personnes, et nous vous serions très reconnaissants si vous pouviez nous envoyer votre opinion. Vu que ce problème ne peut être résolu qu'avec la collaboration des populations vivant près du parc, je suis particulièrement intéressée par l'opinion de ces populations locales. Il est entendu que chacun peut donner son avis.



Crânes et os des éléphants massacrés au partie de haute altitude Photo: Carlos Schuler

Recommandations

La recommandation primordiale pour résoudre le problème de la chasse illégale au Parc National Kahuzi-Biega est une solution qui doit émaner du plus haut niveau politique : **Mettre un terme à la guerre dans la région des Grands Lacs**. La population ne pourra pas reprendre une vie normale sans la paix, et le parc ne pourra pas être protégé aussi longtemps que les milices l'occuperont. La fin de la guerre est un préalable indispensable au développement réussi des programmes futurs (et du tourisme).

L'étape suivante : **Aider les populations locales** et leur proposer des alternatives à la consommation de viande de chasse. Il est particulièrement important de soutenir des micro-projets et des initiatives locales. Les conditions de vie de ces populations sont si difficiles qu'ils dépendent de la viande de chasse pour leur alimentation, mais ils seraient prêts à la remplacer par une autre si elle



Mineurs qui exploitent d'or dans le parc

Photo: Johannes Refisch

était disponible. Il est urgent d'améliorer leur condition de vie. C'est d'investissements substantiels focalisés sur l'amélioration de leur santé et de leur éducation que ces populations ont besoin, plutôt que d'une aide superficielle au développement. Une attention particulière doit être donnée au problème des pygmées et leur situation devrait être améliorée, vu que ce sont les principaux chasseurs.

Une autre étape (aussi importante) : **Aider l'équipe de l'ICCN**. Ils ont besoin d'équipement et de matériel pour protéger efficacement le parc.

Aussi, il faut **promouvoir l'éducation du public** sur la problématique du parc.

Les mineurs qui exploitent les ressources du parc posent un problème special. Cette activité destructrice ne pourra être contrôlée que si le gouvernement la réglemente et qu'il fait appliquer ces règlements.

Pour solutionner le problème de la chasse illégale au PNKB beaucoup d'autres mesures doivent être prises, comme le montre clairement les **contributions individuelles** suivantes. Elles contiennent des recommandations détaillées pour chaque niveau de pouvoir, de l'ONU à l'ONG locale.

Il reste un espoir pour les animaux du Kahuzi-Biega, mais l'action doit commencer sans retard.



Bitorwa – un orphelin

Photo: Carlos Schuler

Contributions individuelles

Recommandations de A. Kanyunyi Basabose et Juichi Yamagiwa pour le 18ème congrès de l'IPS (International Primatological Society) à Adelaïde, Australie, en janvier 2001 plusieurs

- Faciliter des négociations pacifiques entre toutes les forces politiques présentes dans la République Démocratique du Congo (niveau ONU).
- Aider le parc à améliorer ses installations, son équipement de patrouille et l'infrastructure autour du parc (niveau ODA et UNESCO).
- Etablir, à proximité du parc, un éco-musée qui servirait à l'éducation des populations locales et de centre d'informations pour les touristes (niveau ODA et ONG).
- Encourager l'octroi de compensations aux Batwas (pygmées chassés du parc) et aux populations locales qui les ont accueillis dans leurs villages (niveau des autorités du parc et du gouvernement local).
- Décréter des règlements pour empêcher le commerce de viande de chasse, et pour démanteler le réseau des braconniers et des revendeurs (au niveau des autorités du parc et des gouvernements locaux).
- Eduquer les militaires à respecter le Patrimoine Mondial et à aborder la faune sauvage (niveau des autorités du parc et des forces armées).
- Accroître l'implication des populations locales dans la gestion du parc et le tourisme (autorités du parc).

- Planifier la distribution optimale des profits tirés du tourisme en faveur des communautés locales (niveau des autorités du parc et des ONG).
- Encourager les activités visant à faire accepter et à organiser l'éco-tourisme dans la région (niveau des ONG locales et internationales).
- Définir les méthodes de contrôle de la faune sauvage dans le parc (niveau des autorités du parc et des ONG).

Augu Kanyunyi Basabose (Chercheur, CRSN, Lwiro)

Un atelier de réflexion sur le thème «Que peut-on faire pour enrayer la chasse qui menace d'extinction la faune du PNKB?» a été organisé par POPOF (Polepole Foundation; une ONG locale de la conservation) le 23 Mars 2001 de 9:00 à 16:00 h. Les participants provenaient des différentes couches de la population rurale vivant aux alentours du PNKB. Parmi eux, on a noté la présence d'anciens braconniers, de travailleurs du parc, de consommateurs et vendeurs de viande de chasse, de chefs coutumiers, de chercheurs et d'étudiants, d'artistes, etc. L'atelier a discuté des quatre principales raisons qui sont à l'origine de la chasse aux animaux rares à des fins alimentaires :

- Insécurité due à la guerre;
- Paupérisation de la population;
- Ignorance (manque d'instruction de la majorité de la population);
- Problèmes inhérents aux pygmées.

Les causes à la base de braconnage, les conséquences engendrées par ces causes, les solutions proposées par les participants à l'atelier de réflexion et les acteurs pour l'exécution de ces solutions

Causes	Conséquences	Solutions	Acteurs
Insécurité			
	Troubles politiques et perte d'autorité de l'Etat	Terminer la guerre	ONU et OUA
	Installation de bandes armées à l'intérieur du parc et accroissement du braconnage	Rapatrifier les réfugiés dans leur pays d'origine	ONU (HCR)
	Prolifération des armes de guerre dans les villages voisins du parc (insécurité dans les villages, accroissement du braconnage au parc)	Mettre fin à la rébellion et favoriser la réconciliation nationale et internationale	ONU, Accord de Lusaka, Gouvernements
	Désarmement des gardes du parc entraînant l'impunité des braconniers qui opèrent librement à l'intérieur du parc	Réquiper les gardes du PNKB pour sécuriser le parc	Gouvernement, PNKB
	Arrêt du tourisme	Promouvoir une fois de plus le tourisme	PNKB
Pauvreté			
	Situation socio-économique déplorable de la population autour du PNKB due au chômage et à l'insuffisance de terres arables, entraînant une faible production agropastorale	Création d'emploi en faveur de la population; octroi de terres à cultiver et/ou de semences; restitution de 40% des recettes provenant du tourisme en faveur de la population autour du parc	PNKB, Gouvernement, ONG

Causes	Conséquences	Solutions	Acteurs
Pauvreté			
	La malnutrition amène la population à se livrer dans le parc, au braconnage des espèces protégées (dont l'abattage des animaux), pour satisfaire leur besoin alimentaire.	Initier et financer des petits projets communautaires d'autosuffisance alimentaire: agriculture, élevage et pêche, système de crédits pour la promotion des activités rentables, etc.	PNKB, Gouvernement, ONG
	Impossibilité pour les parents de faire soigner ou étudier leurs enfants qui sont de ce fait, exposés à devenir des braconniers. Cette situation perpétue la misère dans la population et compromet ainsi l'avenir de la jeune génération.	Prise en charge de certains problèmes sociaux de la population autour du parc (scolarisation, soins de santé primaire, etc.)	PNKB, Gouvernement, ONG
	Corruption des agents de L'Etat (non payés) qui doivent pourtant faire respecter la loi en matière de conservation des aires protégées	Formation et appui logistique et financier des gardes et OPJ œuvrant pour le parc	PNKB, Gouvernement, ONG
Ignorance			
	La population (les braconniers en particulier) en majorité analphabète, ne comprend pas la notion d'animaux menacés d'extinction qu'elle abat sans faire de distinction avec d'autres gibiers, menaçant ainsi leur existence dans le parc. Par ailleurs, le manque d'instruction de la population l'handicape pour comprendre les messages diffusés par le parc dans le cadre de l'éducation environnementale	Création de centres d'alphabétisation des adultes; création d'écoles spécialisées dans la communication environnementale (écoles accessibles à toute la population vivant autour du PNKB)	PNKB, Gouvernement, ONG
	Manque d'initiative locale en faveur de la protection des animaux menacés d'extinction au parc	Encourager et appuyer les initiatives locales, surtout celles privilégiant l'éducation environnementale (protection de la vie sauvage)	PNKB, Gouvernement, ONG
Les pygmées			
	Marginalisation des peuples pygmées chassés du parc sans compensation des torts commis à leur endroit. Cette situation rend les pygmées très mécontents et ils s'inscrivent en faux contre toute initiative menée par le parc en faveur de la conservation.	Impliquer davantage les pygmées dans les différentes activités menées au parc	PNKB
	Les motifs qu'avancent les pygmées pour continuer à pratiquer le braconnage sont multiples, parmi ceux-ci on peut citer: la misère dans laquelle ils vivent et le problème culturel: les pygmées s'identifient comme un peuple exclusivement forestier.	Appuyer des mini-projets agro-pastoraux en faveur des pygmées	PNKB, ONG
		Sans aliéner leur culture, promouvoir rentables en faveur des activités économiques de la femme pygmée (par exemple l'artisanat	PNKB, ONG
		Prendre en charge la scolarisation des enfants pygmées	PNKB, ONG
		Assister les pygmées dans les soins de santé primaire	PNKB, ONG
		Promouvoir la culture pygmée	Pygmées, PNKB, ONG

Étaient présents: Augu Kanyunyi Basabose (chercheur et modérateur de l'atelier), John Kahekwa (DG POPOF), Chifundera Kusamba (chercheur), Kaleme Kiswele (chercheur), Kizungu Byamana (chercheur), Lungumbu Bweni (chercheur), Zirimwabagabo Moustapha (coordinateur activités POPOF), Lungumbu Mukandilwa (étudiant), Corneille (Chef de Centre de Miti), Balolebwami (représentant du Chef de groupement de Miti), Kizungu Janvier (ancien braconnier), Citoyen Drole (ancien braconnier), Mirenge (pygmée), Kabwana (pygmée), Bourguignon (garde du PNKB), Kabehe (danseur traditionnel), Mangaza (femme, pygmée). Nous présentons nos remerciements à tous ces vaillants participants pour le travail abattu au cours de cet atelier de réflexion.

Kasereka Bishikwabo (Chef du Parc National Kahuzi-Biega)

Que faire pour enrayer ces causes et soustraire les animaux du PNKB de l'alimentation humaine ? Cette question importante a été soumise à 70 agents du PNKB répartis en 5 groupes composés comme suit : Cadres 5; Patrouilleurs basés à la Station de Tshivanga 9; Patrouilleurs basés au Poste de patrouille de Mugaba 7; Guides et Pisteurs 19; Anciens braconniers reconvertis en « Gardiens » du parc 30.

Cadres du PNKB : Il est important de signaler que la population aux alentours du parc qui a vécu longtemps dans la misère a été appauvrie davantage par les guerres successives et qui persistent encore au Congo. C'est cette pauvreté qui est surtout à la base du braconnage des animaux du PNKB. Pour y remédier nous vous proposons les recommandations suivantes :

- Apporter une aide alimentaire d'urgence à la population de l'arrière-pays du PNKB pour soulager celle-ci de cette situation de famine accentuée par les guerres;
- Aider cette population avec les semences agricoles et les outils aratoires et promouvoir l'élevage bovin, caprin, poisson, porc, etc.;
- Création des emplois à la périphérie du parc contre le chômage. Ex : redémarrer avec les activités d'entretien des pistes traversant le parc et les routes de desserte agricole débouchant aux alentours ou dans le parc;
- Création d'écoles professionnelles près du parc (menuiserie, mécanique, agronomie, vétérinaire, ...).
- Rendre plus efficace la surveillance au PNKB en dotant le parc des matériels nécessaires (véhicules, communication, ...) et améliorer les conditions de vie sociale des agents de surveillance.

Pour atteindre la population voisine du parc il faudrait passer par le canal des ONG locales qui collaborent avec le PNKB.

Patrouilleurs basés à la Station de Tshivanga : Si vous voulez intervenir pour protéger ces animaux, observez les points ci-après :

- Accordez une prime suffisante aux agents du parc;
- Accordez une ration alimentaire aux agents (ration familiale);
- Augmentez l'effectif des agents de surveillance;
- Prévoyez les équipements adéquats aux agents de surveillance.

Au cas où vous êtes capable d'observer les points ci-haut cités, vous verrez les animaux du PNKB sérieusement protégés.

Patrouilleurs au Poste de patrouille de Mugaba

- Prévoir un bon paiement de la prime aux gardes;
- Dotation des gardes en équipement de brousse et en armes;
- Augmenter l'effectif du personnel de surveillance;
- Sédentariser la population en créant des emplois : routes, écoles, dispensaires, adduction d'eau.

Guides et Pisteurs du PNKB : Les animaux du PNKB menacés pour l'alimentation sont : les éléphants, les gorilles, les antilopes, le phacochères, les hylochères, les babouins, les cercopithèques, etc. Avant la guerre d'octobre 1996, il y avait le piégeage des mammifères comme les antilopes, les hylochères, le phacochères, les babouins, les cercopithèques, par la population riveraine du parc. Pendant la guerre, les gardes furent désarmés et chassés de leurs postes de patrouille, Station et Sous-Stations. D'où, le parc est resté incontrôlé. Par conséquent, la population environnante a été armée illicitement en défaveur du parc. Il n'y aura pas une protection du parc sans une franche collaboration avec cette population et bien sûr la motivation des gardes.

Recommandations :

- Renforcer la vulgarisation du message de la protection du parc à la population riveraine;
- Créer des activités socio-économiques en faveur de la population riveraine;
- Renforcer la formation des gardes;
- Renforcer l'équipement de surveillance pour la sauvegarde du PNKB;
- Renforcer le parc en matériel moderne de terrain;
- Améliorer la vie sociale des gardes par rapport à la vie actuelle.

« Gardiens » : Les animaux du parc sont abattus suite à la pauvreté de la population (famine, manque de vêtements et d'argent). Pour sauvegarder ces animaux, nous proposons de motiver le personnel de surveillance en augmentant la prime. Une fois la prime revue à la hausse, le PNKB sera protégé, car il ne sera plus question de rentrer dans le parc pour braconner.

Conclusions

En plus de ce qui a été relevé par les 5 groupes, nous estimons qu'il faut intensifier l'appui au développement autour du PNKB à travers les structures de gestion participative, collaboratrices du parc. Etant donné que le parc n'a pas actuellement de moyens, nous avons besoin de quelqu'un qui peut octroyer un fonds pour soutenir les activités de gestion participative en faveur de la population locale. En effet, le PNKB vient d'adopter une nouvelle stratégie de gestion des ressources naturelles, impliquant les populations locales. Grâce au projet PNKB-GTZ, 537 lapins, 30 porcs, 15 chèvres, etc. viennent d'être distribués dans plus de 200 ménages. L'idée est de rendre disponible dans les villages, des substituts aux ressources naturelles que les populations recherchent dans le parc. Il s'agit dans

ce cas précis de substituer la viande de chasse par celle produite à domicile. Ce qui est intéressant dans ces micro-projets c'est que les villageois bénéficiaires se font un devoir de ne plus détruire le parc et dénoncent auprès des gardes, ceux des leurs qui exploiteraient le parc. Avec une telle démarche, les villageois vont d'eux-mêmes décourager le braconnage. On aura donc fait d'une pierre deux coups : on améliore les conditions de vie de la population et on a un effet positif sur la conservation.

Mais, la manière dont cette activité se déroule est révolutionnaire par rapport aux approches de développement appliquées dans la région. Une sorte de parlement villageois appelé Structure de Gestion Participative (SGP) est créée après une élection au deuxième niveau. Au premier niveau, chaque localité élit ses représentants. Au deuxième niveau, les représentants se choisissent un petit nombre de moins de 20 individus qui vont les représenter. Cette structure est un parlement en ce sens que ses membres n'exécutent pas les activités. Ses membres établissent un plan villageois de développement intégrant la conservation du PNKB. Ils trouvent dans leur milieu des associations ou des organisations qui vont exécuter ce plan de développement. Les bailleurs ou donateurs vont agir à travers ces associations d'exécution sous le contrôle de la SGP. Quand l'activité touristique va reprendre au parc, la contribution du parc au développement local va augmenter. Et ce sont ces SGP qui vont décider de l'affectation des fonds.

En outre, il ne faut pas que le développement soit seulement un mot : il faut des actions d'envergure. Par exemple, s'il faut appuyer l'élevage, on devrait non seulement former les éleveurs mais aussi doter ceux-ci d'un nombre suffisant d'animaux pour que le revenu qu'ils en tirent leur permette de vivre comme il se doit. Une aide humanitaire aux Gardes sous forme de ration de famille permettrait de suppléer leur prime.

Cette aide humanitaire, en nourriture surtout, est très urgente pour les pygmées qui sont les plus importants acteurs qui chassent dans le parc pour satisfaire leurs besoins en nourriture. Les pygmées, ce peuple sans terre a vraiment besoin d'un capital terre pour vivre comme d'autres peuples de la région. A cette fin, il sied d'acheter au moins 400 ha de terre à mettre à la disposition de 400 ménages recensés autour du PNKB. La possession de terres est facteur déterminant du niveau de vie dans la région.

La fin de la guerre qui gangrène le Congo permettra de créer des conditions-cadres favorisant la prospérité et la bonne protection de ce qui reste du PNKB.

Omari O. Ilambu (Chercheur, Université de Yale)

Alors que d'autres sous-espèces de gorilles ont bénéficié de plus d'attention de la part des organisations de la conservation de la nature, le gorille des plaines de l'Est (*Gorilla gorilla graueri*) a été presque oublié. Peu de personnes ou organisations impliquées activement dans

sa protection et dans la gestion de son habitat n'ont pas encore pu mettre au point un programme cohérent permettant de garantir la survie de cette sous-espèce.

Mon souci est que nous agissions avant que cette endémique sous-espèce de gorille ne soit au bord de l'extinction. Quand vous examinez profondément sa distribution connue, vous réalisez que les principales aires de peuplement sont soit occupées par les militaires soit en zone d'activité minière. En d'autres termes, les armes, les hommes affamés et les trafiquants condamnent les gorilles à la mort soit pour en faire une denrée soit pour une marchandise.

Il existe aussi une grande inquiétude en ce qui concerne la jeunesse sur qui se repose l'avenir de la conservation de la nature. Les jeunes gens qui sont enrolés dans les groupes armés et sommairement initiés au maniement des armes légères tout en n'étant pas correctement payés peuvent devenir préjudiciable pour la faune.

Ce groupe de population peut constituer une menace potentielle pour la vie sauvage dont les primates seraient parmi les premières victimes.

Par conséquence, l'interview avec la population locale pourrait nous procurer des informations de valeur pour orienter les efforts de conservation de la nature. Ceci ne peut aboutir à un tel résultat que si le questionnaire n'est pas orienté de façon à faire peser sur les épaules de la population locale toute la responsabilité de massacre des gorilles et autres grands mammifères bien qu'elle partage une responsabilité commune.

Les gorilles n'ont auparavant jamais été aussi menacé dans leur milieu naturel, même durant la guerre qui a sévi le pays dans les années 1960–1964, période troublée qui a suivi l'indépendance du pays. Bien que le gorille ait été tué dans le passé, très peu de chasseurs s'aventuraient dans la forêt dans le seul but de chercher des gorilles. Avec l'augmentation de la circulation des armes, la faillite de l'économie, le manque de possibilités de cultiver ou même de maintenir son élevage (pas de stabilité dans la région), la population locale a été forcé de survivre en comptant en grande partie sur la faune.

Comme conséquence, l'exploitation de la viande de chasse a augmenté. Il ne s'agit pas seulement de la recherche de la nourriture mais aussi de celle d'un produit marchandable afin de satisfaire aux besoins socio-économiques.

L'évolution du braconnage dans la région montre clairement une succession dans le massacre de grands mammifères. Après avoir pratiquement amené les éléphants au bord de l'extinction dans le secteur de hautes altitudes du parc, les braconniers ont tourné leur attention vers le gorille. L'accessibilité des armes et munitions circulant dans la région ont donc facilité l'augmentation excessive de ce massacre de la faune.

Une série de solutions pourraient être appliquées. Parmi lesquelles je recommanderais les suivantes :

- Stopper l'afflux d'armes dans la région. L'information et la campagne devraient être dirigées vers les lieux de provenance des armes.

- Lancer un effort international en vue de créer un programme éducatif orienté vers les jeunes incorporés dans les différentes factions armées et n'ayant eu pour toute formation que l'art de tuer. Ce groupe social devrait être réorienté vers des activités humainement plus utiles et plus productives dans leur propre pays.
- Le renforcement du management du parc et de la participation technique du personnel du parc comme animateur. A cause de l'existence du parc et de la présence d'un personnel dédié à sa protection, on a encore pu préserver ce qui existe aujourd'hui. Le renforcement de leur capacité s'avère donc important. Aussi important est le changement progressif de comportement du personnel du parc national. Une profonde compréhension de l'exploitation intensive et abusive de la bio-diversité et son impact sur la vie de l'homme et de son environnement peuvent contribuer à transformer ce personnel du parc en de bons éducateurs et conseillers auprès de communautés villageoises qui ont toujours vu le parc comme un organe de répressions plutôt qu'une source de leçons et d'assistance sur une des meilleures voies de gérer leur environnement. La participation de différents partenaires est donc important.
- S'opposer aux différentes activités minières dans le secteur du parc dans les basses altitudes. Cette pression minière pourrait avoir un effet boomerang en menant à la réouverture de certains sites d'exploitation récemment abandonnés dans le secteur de hautes altitudes et, ainsi, détruire l'habitat de plus en plus rétréci et la population des gorilles déjà très réduite.

Ephrem Balole-Bwami (Professeur à l'ISDR – Institut Supérieur de Développement Rural – à Bukavu)

L'état actuel du braconnage

Dans la partie de haute altitude : L'étude du WCS signale d'abondantes traces d'activités humaines près de la station de Tshivanga, vers Lemera (Kalehe) vers Bunyakiri et vers Kalonge. Les populations locales pénètrent dans le parc pour prélever des mammifères (antilope, aulacode ...) le mode de prélèvement est le piégeage (piège à collet métallique). L'activité mobilise beaucoup de chasseurs capables d'échapper à la vigilance des gardes.

Le principal motif du prélèvement est l'auto-consommation. Il n'existe pas de réseau formel de distribution du gibier. Néanmoins, il existe à petite échelle une distribution clandestine dont l'ampleur et la régularité ne sont pas inquiétantes. Les femmes ne jouent pas de rôle dans ce système.

Dans la partie de basse altitude : Le braconnage a toujours été intense eu égard aux habitudes locales de consommation du gibier. Les populations locales font la chasse aux mammifères. Le mode de prélèvement est à la fois le piégeage, la chasse traditionnelle et la chasse à l'arme à feu. Il existe un réseau de distribution du gibier où la femme joue un rôle actif. Ce réseau s'étend clandestin-

ement sur la ville de Bukavu, néanmoins, à Bukavu il n'existe pas un marché officiel de viande de chasse.

L'impact de la guerre

Dans la partie de haute altitude: La guerre a amené une carence en viande d'origine domestique. Les élevages ont été pillés par des vagues successives de bandes armées (mai-maï et Interahamwe), de l'armée rebelle et de l'armée rwandaise; ainsi que d'autres pillards non identifiés. Les vaches ont presque disparu aux alentours du PNKB (Kalonge, Nindja, Bitale, Kalehe, Walungu, Kabare ...)

La dissémination des armes de guerres et la demande de l'ivoire (demande émanant de Kigali, Bukavu, Goma et d'autres villes des Grands-Lacs) ont créé un nouveau mode de braconnage qui a visé particulièrement l'éléphant (350 abattus). Les acteurs de ce réseau sont les militaires (rwandais et congolais) et les braconniers villageois. Les commanditaires sont des bourgeois habitant Bukavu, Goma et Kigali. Il y a également une demande de bébé gorilles, chimpanzés et autres primates. Ce trafic qui implique les militaires, est la raison du braconnage des singes anthropoïdes jadis non inquiétés.

La guerre a provoqué plusieurs autres facteurs d'incitation au braconnage. Il s'agit d'abord de la pauvreté des paysans riverains du parc, ensuite on peut citer :

- Les concessions de plus de 3.500 ha obtenus à l'intérieur du PNKB par des dignitaires de Bukavu. Il s'est créé des campements permanents d'exploitation du bois, du charbon de bois, des planches, des bambous et des champs. Toutes ces populations vivent du braconnage des ressources animales.
- L'exploitation des minerais (coltan, cassiterite, or ...). Cette activité a également amené d'importantes populations à l'intérieur du parc. Grâce au pouvoir d'achat que confère la vente des minerais, ces populations recherchent une viande que ne peuvent procurer les élevages locaux. La situation est inquiétante à Lemera, Bunyakiri, Kalonge et Ninja.
- La guerre enfin, a refoulé dans la forêt des bandes armées qui ne vivent que du braconnage.

Dans la région de basse altitude : Le Coltan de basse altitude est fort apprécié pour sa teneur en tantale. Beaucoup de jeunes se sont déplacés vers les carrières; ce qui a accru la demande de viande dans une région qui n'était guère auto-suffisante. Il existe des marchés de

Activité	Lieu	Acteur
Abattage du gibier, préparation, fumage	Loin dans la forêt (parc)	Braconnier
Transport du gibier à un premier marché	Dans la forêt	Braconnier
Transport du gibier sur le lieu de vente au consommateur final	Carrière minière (village)	Braconnier, femmes
Alimentation du réseau urbain et autre	Villages	Autres clients, hommes, femmes

gibier dans les carrières de minerais aussi bien que dans les villages. Mais vu l'absence de sécurité, aucune étude n'a été entreprise dans cette région.

Le rôle de la femme dans le braconnage

Il n'existe pas de femme braconnière, cependant, la femme s'implique dans le transport du gibier, dans la distribution ainsi que dans la commercialisation. Le réseau de chasse pourrait être synthétisé comme suit :

La femme intervient donc comme intermédiaire entre le braconnier et le consommateur. Elle peut mener cette activité à son propre compte (femme commerçante) ou au compte de son mari (femme de braconnier). Les femmes commerçantes sont indépendantes et prennent le risque d'aller dans la forêt et de rejoindre les carrés miniers. Elles utilisent tous les moyens pour se garantir un approvisionnement régulier (y compris les charmes). Elles fournissent les braconniers en produits de base (munitions, sel, piles ...). Ces derniers peuvent séjourner pendant longtemps (1 à 2 mois) dans la forêt. Il est difficile de préciser les quantités et le prix du gibier échangé dans ce réseau.

En haute altitude, le braconnage n'implique pas les femmes. Néanmoins en cas d'abattage d'éléphant elles prennent la viande pour leur propre consommation. Il s'agit là d'une pratique sporadique, non régulière.

Les autres ressources prélevées

La pression ne concerne pas seulement les ressources animales. Elle s'exerce aussi sur les ressources minérales et ligneuses. Il existe un important marché de bambous en provenance de la région de haute altitude, dans la ville de Bukavu. Ce marché mobilise plus de 600 personnes et permet de réaliser un chiffre d'affaire annuel de plus de 800.000\$. L'activité génère un revenu mensuel de 40 à 50\$ par exploitant. 9 à 12 tonnes de bambous sont écoulés chaque jour soit 1.5 à 2 ha de forêt déboisée par jour. Les femmes n'interviennent pas sur ce marché entièrement masculin.

Il existe également un important marché de bois et de charbon de bois. Ce marché emploie plus de 1.200 personnes qui déboisent chaque semaine plus ou moins 12 ha dans la partie Nord- Est du parc. Dans la partie sud-Est l'activité se passe dans les concessions spoliées. L'exploitation du bois et du charbon de bois génère un revenu mensuel de 15\$ (bois) à 32\$ (charbon) et implique activement les femmes. Le revenu annuel réalisé est estimé à plus de 600.000\$.

L'exploitation des ressources ligneuses du PNKB injecte dans le milieu environ 1,5 millions de dollars par an. Les revenus par exploitant sont nettement incitatifs car les revenus sont extrêmement bas pour les autres secteurs d'activité (un instituteur perçoit moins de 5 \$/mois). Par ce genre de braconnage, le PNKB soulage donc un tant soit peu, la pauvreté des populations riveraines!

Les recommandations

Les mesures de l'ICCN et les gestionnaires du PNKB :

- La répression policière dans la partie sous contrôle;

- La vulgarisation de l'élevage de porcs, de lapins et de chèvres dans 2 sites Miti et Mudaka;
- La mobilisation d'un lobbying international et local surtout qu'on signale la présence des blancs parmi les populations installées à l'intérieur du parc;
- La collaboration avec la MONUC.

Les mesures actuellement en vigueur ne suffisent pas. Elles nécessitent une action coordonnée à différents niveaux mais le préalable est d'abord la fin de la guerre et le retour à un Etat de droit. Les mesures sont notamment :

- Le délogement des bandes armées dans le PNKB;
- La réglementation de l'exploitation des minerais : licence avec obligation de respect de l'environnement, réglementation de l'octroi des licences, délimitation des zones d'exploitation minière ...;
- L'amélioration du niveau de vie des populations riveraines. Cela passerait par la vulgarisation de l'agriculture et de l'élevage, l'artisanat, les travaux à haute intensité de main d'œuvre ...;
- La relance à terme du tourisme aux gorilles, activité susceptible de créer beaucoup d'effets d'entraînement à grand impact positif sur le niveau de vie de la population.
- Lutter contre la pauvreté des femmes en ciblant des activités à promouvoir par le crédit avec garantie solidarisée (Grameen bank).

Informateurs: Chantal Shalukoma (chercheur ICCN-GTZ, PNKB), Aimé-Jules Murhula (chef de service DAP ICCN-GTZ, PNKB), Dieudonné Boji (chercheur ICCN-GTZ, PNKB), Kasereka Bishikwabo (Conservateur en chef du PNKB), Nguvu Munembe (étudiant ISDR, originaire de Itebero), Mashingilwa Tabu (ancien ISDR, originaire de Walikale), Sakisanga Sakitundu (ancien ISDR, exploitant du Coltan à Walikale), Mawazo Mukoko (étudiante ISDR, originaire de Itebero), Wakusomba Museme (femme commerçante de Shabunda), Immaculée Wababili (cadre IRC Bukavu, originaire de Shabunda), Ngabo Roch (économiste, commerçant du Coltan à Kalonge), Nkubiri Vumilia (femme enseignante à Ufamando, Kalehe)

Ce rapport est disponible en internet en PDF format.

Anglais: <http://www.berggorilla.de/kahuzie.pdf>

Français: <http://www.berggorilla.de/kahuzif.pdf>

Merci à tous les personnes qui ont contribué à ce rapport, en particulier les auteurs. Pour la traduction merci à Nouvelles Approches (Jean-François Segers et Michel Hasson). Mes remerciements spéciaux à Juichi Yamagiwa et Augu Kanyunyi Basabose pour l'idée à cette enquête.



Nouvelles
Approches
a.s.b.l.

Berggorilla & Regenwald Direkthilfe

Dr. Angela Meder
Augustenstr. 122
70197 Stuttgart
Allemagne
angela.meder@t-online.de

Adresse BRD:
c/o Rolf Brunner
Lerchenstr. 5
45473 Muelheim
Allemagne